

COVID 19 : après 2 ans de guerre, le Louvre n'a toujours pas de plan de bataille

Section SUD Culture Louvre



Il y a maintenant près de deux ans, les personnels du Louvre sonnaient la révolte en utilisant collectivement leur droit de retrait face à une pandémie que le gouvernement ne prenait pas au sérieux. Du moins pas assez pour protéger des agent-es qui côtoyaient 40 000 personnes venant du monde entier chaque jour...

Aujourd'hui, ce qui était alors considéré comme une « grippette » s'est inscrit dans notre quotidien. Nous avons appris à vivre avec le risque, en prenant soin de nous et de nos proches. Enfin...dans la mesure où notre environnement professionnel ne nous condamnait pas à être tôt ou tard prises dans une chaîne de contaminations. Y compris lorsque l'on est vacciné-es...

On ne dirige pas à coup de pensée magique

Voici deux ans que SUD demande des mesures de bon sens, dont la dotation pour les personnels au contact du public de

masques FFP2. Science infuse de vos représentant-es ? Certes non, du travail seulement. Notamment l'analyse de documents connus de tous et toutes, une partie ayant même été rédigée par l'établissement il y a plus de dix ans.

En effet, à l'époque où les services publics n'étaient pas à ce point exsangues, chaque administration avait prévu un « plan de continuité d'activité » en cas de pandémie grippale. Puisque l'anticipation n'est pas le fort de nos gouvernants actuels, SUD demande depuis deux longues années de s'appuyer sur ce travail, fait par les équipe du Louvre, afin de l'actualiser et d'y intégrer les spécificités « COVID ».

En 2009, notre administration était capable de prévoir les nécessaires dotations pour les personnels... Aujourd'hui, elle ne fait qu'attendre les ordres d'autorités ayant prouvé leur incompétence, comme l'inanité des protocoles scolaires actuels nous le démontre encore une fois.

SUD demande la structuration d'un plan de prévention du risque pandémique, prévoyant différents seuils de circulation de la maladie, en intégrant les mesures mises en place depuis mars 2020.

Chaque entité de l'établissement a cherché et trouvé des solutions aux multiples phases que nous avons connues. Il est plus que temps de reconnaître le travail considérable réalisé par l'ensemble des services, et de s'appuyer sur ce socle afin que l'on cesse enfin de naviguer à vue, en attendant des décisions « d'en haut » qui – même lorsqu'elles sont adaptées – arrivent en retard et ne cessent de désorganiser les équipes. Bien sûr, cette base est à affiner et parfois corriger en tenant compte de l'expérience acquise.

Mais les louvriers et les louvrières ont droit à la reconnaissance de leurs efforts et de leur travail, ce qui en

premier lieu signifie de cesser d'appliquer bêtement des consignes hors sol.

SUD Culture exige

- la remise en place des jauges d'entrée du public, et la garantie que la direction ne les modifiera pas sans avis préalable du CHSCT ;
- le retour, via autorisation d'absence d'une durée de 7 jours, de l'isolement des personnels cas contacts y compris celles et ceux ayant un schéma vaccinal complet, seule disposition à même d'éviter la contamination sur le lieu de travail ;
- la possibilité de procéder à des tests antigéniques via le service médical ; à défaut, la mise à disposition d'autotests ;
- des masques FFP2 pour les missions listées dès 2009 comme étant à risque majoré ;
- une organisation du télétravail qui tienne compte de la volonté des personnels et de la réalité des espaces de travail ;
- la réduction des temps d'exposition au risque pour les agent-es exerçant des missions non télétravaillables : aménagements horaires à la demande pour éviter les heures de pointe, réduction du nombre de jours de présence sur site ;
- le placement des personnels « vulnérables », vivant avec des « personnes vulnérables » ou soutiens de « personnes vulnérables » en autorisation d'absence pendant le pic pandémique s'ils le demandent, comme nous l'avons obtenu dès mars 2020 ;
- de vraies mesures de protection (c'est-à-dire courageuses) si la mise en place de capteurs CO2 – qu'on nous assure prochaine – devait faire la preuve de seuils problématiques ;

- la création d'une permanence du service « logistique » au PACA 0 pour la distribution des produits d'hygiène et des masques ;

- la mise en place dans les lieux de vente de distributeurs de masques à la disposition des visiteuses et visiteurs pour éviter que ce soit les agent.e.s eux/elles-même qui leur en offrent ;

- la fin des contrôles de passe sanitaire pour les personnels du musée : outre son abjection politique, cette disposition a fait la preuve de son inefficacité au regard du taux d'absentéisme actuel.

Et des mesures organisationnelles :

- l'étanchéification des équipes (roulement permettant à l'équipe A de ne jamais rencontrer l'équipe B, et ainsi de ne pas voir la totalité des effectifs décimée en même temps) ;

- la rédaction d'un plan de prévention Covid 19 articulant les différents stades possibles afin de pouvoir ajuster le plus rapidement possible l'organisation de l'établissement ;

- la création d'un plan de continuité d'activité permettant d'anticiper enfin les dispositifs en fonction des scénarii possibles ;

- le renforcement des équipes de prévention et le pourvoi des postes vacants.

En mars 2020, les agent-es du Louvre ont gagné des mesures de protection par leur mobilisation. Nous avons obtenu de protéger les plus fragiles d'entre nous, de mettre en œuvre des mesures de bon sens pour les autres (dans la limite permise par les pénuries, ce malgré le déni gouvernemental).

Il est temps de rappeler à toutes et tous que les personnels des musées ne sont pas la chair à canon de l'industrie touristique, ni celle des carriéristes de la Macronie prêt-es

à sacrifier les agent-es dont ils et elles ont la responsabilité sur l'autel de leurs parcours professionnels.

Nous exigeons de vraies mesures de protection pour l'ensemble des personnels, et de vrais moyens, humains et financiers, pour les mettre en œuvre.

Le Louvre est aujourd'hui confronté à un grave problème de gouvernance, la présidence ne prenant visiblement pas la mesure de la situation, et privilégiant la représentation à l'organisation de l'institution.

Mais qu'attendre d'une direction qui ne prend pas la peine d'envoyer les messages signés en son nom à l'ensemble des personnels ? Les agent-es ne valant pas même un clic, peuvent-ils et elles espérer un environnement professionnel sûr ?

Paris, le 13 janvier 2022 SUD Culture – Section Louvre – 01 40 20 57 06 – sud (at) louvre.fr